



FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS DE FONCTIONNAIRES VAUDOIS

**Monsieur  
Pascal BROULIS  
Président du CE et de la DCERH  
DFIRE - Rue de la Paix 6  
1014 Lausanne**

Lausanne, 2 octobre 2007

## **NEGOCIATION DECFO-SYSREM**

Monsieur le Président,  
Madame et Messieurs les Conseillers d'Etat, membres de la DCERH,

Nous revenons sur la séance du 25 septembre dernier celle-ci appelant de la part de la FSF la première observation suivante : il est particulièrement ardu de suivre un Conseil d'Etat dont les déclarations semblent se contredire de séance en séance.

Nous en voulons pour preuve les déclarations de M. le Président Pascal Broulis qui, le 4 septembre dernier, ouvrait la voie de la négociation sur la durée de la progression salariale et qui, le 25 septembre, affirmait le contraire, à savoir que la durée de 30 ans proposée par le Conseil d'Etat ne pouvait être remise en cause.

Autre affirmation désormais contredite : la date d'entrée du nouveau système maintes fois annoncée pour le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et sans cesse reportée, puisque l'on parle maintenant de 2009, voire 2010.

Nous relevons par ailleurs que le champ du possible se restreint de semaine en semaine ; pas de débats sur les modalités de rattrapage ; pas de pourparlers sur les mécanismes de bascule ; pas de nouvelle notation du CFC ; pas de discussions sur l'évolution de la masse salariale ; rien à échanger sur les résultats globaux GFO.

La FSF regrette ce climat délétère et versatile et s'interroge sur la volonté réelle du CE de négocier puis de mettre en œuvre les conclusions de decfo-sysrem.

Pourtant, malgré ce climat peu transparent, la FSF réaffirme sa volonté de voir se conclure ce dossier. Bon nombre d'employés de l'Etat en attendent l'aboutissement.

